



Mercredi 16 février 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Païement en ligne: signature d'une convention entre le DGI et la BEA

La Direction générale des impôts (DGI) et la Banque extérieur d'Algérie (BEA) ont signé une convention de service relative au paiement par prélèvement bancaire et échange de données informatisées, a annoncé mardi la DGI sur son site web.

Cette convention permettra de faire bénéficier, à terme, l'ensemble des contribuables, dont les dossiers fiscaux sont suivis par les centres des impôts (CDI) et les centres de proximité des impôts (CPI), ayant intégré le système d'information "Jibaya'tic", des services de la déclaration et de paiement en ligne via le portail de la télédéclaration et du télépaiement "Jibaya'tic".

La convention a été signée hier, lundi, sous l'égide du ministre des Finances, "dans le cadre de la poursuite de la réalisation des actions de modernisation de l'administration fiscale, notamment en matière de numérisation", souligne la DGI.

La signature de cette convention, qui s'ajoute à celle conclue entre les deux parties en juillet 2021 (convention d'adhésion au système d'acceptation de paiement en ligne), témoigne de "l'intérêt que portent les pouvoirs publics à la simplification et à la dématérialisation des procédures, par le développement des services en ligne et l'amélioration, ainsi, de la qualité de service", explique la même source.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

L'économie nationale ne restera pas dépendante des cours du pétrole

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé mardi que les efforts pour diversifier l'économie nationale et s'affranchir de la dépendance aux hydrocarbures se poursuivaient en dépit de la hausse des cours du pétrole sur les marchés internationaux.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Le dossier des véhicules tranché avant la fin du 1er trimestre 2022

Le dossier des véhicules sera tranché avant la fin du premier trimestre de 2022, a affirmé mardi le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Réduction de l'IRG: une augmentation des salaires de plus de 14%

Les salaires ont augmenté de 14 à 16% à la faveur de la réduction de l'Impôt sur le revenu global (IRG) appliquée dès début 2022, a affirmé mardi le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Activité des boulangers: l'impôt ne concernera que les bénéfices

L'impôt sur l'activité des boulangers concernera uniquement les bénéfices à compter de fin mars prochain, a annoncé mardi le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

La tension sur certains produits alimentaires liée à un aspect comportemental des citoyens

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé que la tension sur certains produits de première nécessité était plutôt liée à un aspect "comportemental" de la part des citoyens, relevant que ce n'est pas un problème d'approvisionnement ou de production.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

La Chambre nationale des notaires salue les décisions du Président Tebboune sur le gel des impôts et taxes

La Chambre nationale des notaires a salué, mardi, les dernières décisions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à préserver le pouvoir d'achat des citoyens à travers le gel des impôts et taxes sur certains produits de large consommation.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Dernières décisions du Président Tebboune: des mesures sages et courageuses

Les mesures socio-économiques décidées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors du dernier Conseil des ministres, sont "sages" et "positives" et devraient soutenir le pouvoir d'achat du citoyen, la consommation et les entreprises, a affirmé mardi le président de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), Mohamed Sami Agli.



Paiement en ligne : Signature d'une convention entre le DGI et la BEA

La Direction générale des impôts (DGI) et la Banque extérieur d'Algérie (BEA) ont signé une convention de service relative au paiement par prélèvement bancaire et échange de données informatisées, a annoncé ce mardi la DGI sur son site web.



Dernières décisions du Président Tebboune : Des mesures « sages » et « courageuses », selon la CAPC

Les mesures socio-économiques décidées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors du dernier Conseil des ministres, sont « sages » et « positives » et devraient soutenir le pouvoir d'achat du citoyen, la consommation et les entreprises, a estimé ce mardi le président de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), Mohamed Sami Agli.



Président Tebboune : «Une allocation chômage de 13.000 DA à partir de mars»

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé que l'allocation chômage avait été fixée à 13.000 DA et qu'elle serait accordée à partir du mois de mars 2022.

« L'Algérie sera le premier pays, en dehors de l'Europe, à instituer une allocation chômage sous forme de présalaire afin de préserver la dignité des jeunes », a déclaré le Président Tebboune lors de son entrevue périodique avec les représentants de la presse nationale dont des extraits ont été diffusés ce mardi sur la Télévision publique.



Les mesures socio-économiques décidées par le président de la République " devraient soutenir le pouvoir d'achat du citoyen, la consommation et les entreprises" (CAPC)

Les mesures socio-économiques décidées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors du dernier Conseil des ministres, sont "sages" et "positives" et devraient soutenir le pouvoir d'achat du citoyen, la consommation et les entreprises, a affirmé mardi le président de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), Mohamed Sami Agli.



Le président de la République accorde une entrevue aux représentants de la presse nationale : Une allocation pour les chômeurs à partir de mars

Chose promise, chose due. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé, hier, qu'une allocation chômage sera allouée aux jeunes à partir du mois de mars prochain. Son montant sera de l'ordre 13.000 DA/mois. «L'Algérie sera le premier pays, en dehors de l'Europe, à instituer une allocation chômage sous forme de présalaire», a déclaré le Président

Tebboune, lors de son entrevue avec des représentants de la presse nationale, diffusée hier soir sur les chaînes de radio et de télévision nationales.



Marchandises : Pour un système d'immatriculation fiscale

Compte tenu du constat établi, la Commission parlementaire propose de «mettre en place un système d'immatriculation fiscale sur les marchandises, ce qui permet de suivre et contrôler le processus des produits dans ses différentes phases». S'y ajoutent, la prise de mesures pratiques pour «faire face à la rareté de l'huile de table», «la réduction de la bureaucratie dans l'attribution des licences par les services du ministère du Commerce». Les services d'inspection et de contrôle de la tutelle sont appelés, quant à eux, à faire preuve de «précision et d'objectivité» dans leur compte rendu.



Services de contrôle : Les députés relèvent des « défaillances »

Le document rendu public identifie une «défaillance» dans le contrôle des services du ministère du Commerce dont les données et statistiques «ne reflètent pas la réalité». Résultat : la crise «s'est amplifiée et les services concernés étaient dépassés».



Le médiateur de la République à Bouira : La relance des projets induira une dynamique économique

L'Algérie connaîtra une «véritable dynamique économique en 2022» grâce à une batterie de mesures prises par les pouvoirs publics pour relancer 915 projets en suspens recensés au niveau national, a indiqué, mardi de Bouira, le médiateur de la République, Brahim Merad.



L'ÉDITO

Dignité

L'amélioration du pouvoir d'achat demeure une question centrale pour le gouvernement. Après la réduction de l'impôt sur le revenu global pour les travailleurs touchant un salaire de moins de 30.000 dinars, les chômeurs bénéficient aussi de l'aide de l'Etat. En effet, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé hier lors de son entrevue avec les représentants de la presse nationale que l'allocation chômage est fixée à 13.000 DA et qu'elle sera accordée

le mois prochain. Cette initiative fait de l'Algérie le premier pays, en dehors de l'Europe, à instituer une allocation chômage sous forme de présalaire. L'objectif est clair : préserver la dignité des jeunes. La déclaration est accompagnée d'une autre annonce et une couverture sanitaire est aussi prévue avec l'assurance que les affectations destinées à ces dépenses sont prévues par la loi de finances.



TOUT EN SALUANT LA DÉCISION DU GEL DES IMPÔTS ET TAXES

Le patronat insiste sur l'importance de la concertation. Le président de la Confédération algérienne du patronat citoyen a insisté sur "l'importance de la concertation afin de promulguer des textes reflétant la réalité" et qui "répondent aux préoccupations des acteurs économiques".

Les organisations patronales ont salué la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de geler jusqu'à nouvel ordre tous les impôts et taxes — notamment les taxes contenues dans la loi de finances 2022 sur certains produits alimentaires — et supprimer les impôts sur le e-commerce, les téléphones portables, les matériels informatiques à usage personnel et pour les start-up, en se contentant des tarifications réglementées. Dans une déclaration à l'APS, le président de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), Mohamed Sami Agli, a qualifié ces décisions de "sages et courageuses" qui "vont aider à préserver le pouvoir d'achat et à permettre la reprise de la consommation et de la mécanique économique".



GEL DE CERTAINS IMPÔTS ET TAXES

Le satisfecit de la Chambre nationale des notaires

La Chambre nationale des notaires a salué, hier, les dernières décisions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à préserver le pouvoir d'achat des citoyens à travers le gel des impôts et taxes sur certains produits de large consommation. "La Chambre nationale des notaires se félicite des décisions prises par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune lors de la réunion du Conseil des ministres, qui s'inscrivent dans le cadre des mesures audacieuses visant à préserver le pouvoir d'achat des citoyens à travers le gel des impôts et taxes contenus dans la loi de finances de l'année 2022 jusqu'à nouvel ordre", indique un communiqué de la Chambre.



TOUT EN SALUANT LA DÉCISION DU CHEF DE L'ÉTAT VISANT À SAUVEGARDER LE POUVOIR D'ACHAT

Le RND désapprouve l'action de certains ministères économiques

L'action de certains ministres du gouvernement dirigé par Aïmene Benabderrahmane depuis le 30 juin 2020, notamment ceux chargés des dossiers économiques, ne semble pas à la hauteur des attentes du Rassemblement national démocratique (RND). Celui-ci ne s'est pas gêné pour exprimer sa désapprobation, dans un communiqué rendu public dans la soirée de lundi 14 février, sanctionnant la réunion des membres de son conseil national, mais sans aller jusqu'à citer les noms de ces ministres qui, à ses yeux, n'ont pas brillé à leurs postes.

“Tout en appréciant les récentes décisions du président de la République visant à préserver le pouvoir d'achat des citoyens, le Rassemblement national démocratique appelle le gouvernement à assumer ses responsabilités et à travailler avec le sérieux requis pour les traduire d'urgence sur le terrain.



LA MISSION D'INFORMATION PARLEMENTAIRE SUR LA PÉNURIE DE L'HUILE REND SES CONCLUSIONS ET CHARGE LE MINISTÈRE DU COMMERCE

Failles et défaillances

C'est un sévère réquisitoire contre le ministère du Commerce. La mission d'information parlementaire sur la pénurie de l'huile de table a accusé ce département ministériel de fournir des “statistiques erronées ce qui a n'a pas manqué d'aggraver la pénurie” et d'avoir pris des mesures “intempestives comme celle d'interdire aux commerçants de vendre au moins de 18 ans”. Présenté hier au siège de l'Assemblée nationale par le président de cette mission, Smaïl Kouadria a, en partie, chargé le ministère du Commerce.

Le rapport pointe du doigt les services du département de Kamel Rezig en évoquant des “défaillances dans leur système de contrôle périodique”, outre le fait qu'ils ont produit des “statistiques ne reflétant pas la réalité”, ce qui a “amplifié” la pénurie. “Dépassés”, ajoute le rapport, les services du ministère du Commerce ont pris des “décisions improvisées” face à la crise, “en interdisant, par exemple, la vente de l'huile de table aux individus âgés de moins de dix-huit ans”. L'autre cause de la pénurie constatée a été le “refus” d'acheter l'huile de table. La raison ?

L'ÉDITO

Les vertus du dialogue

Même si elles sont diversement appréciées, les dernières décisions prises par le Conseil des ministres, notamment le gel des impôts et taxes sur certains produits alimentaires de large consommation, ne manqueront pas certainement de soutenir, quelque peu, le pouvoir d'achat des ménages soumis à rude épreuve ces derniers mois. Elles permettront également la reprise de la consommation et par voie de conséquence de la mécanique économique.

Ces décisions, dont il faut bien convenir qu'elles étaient inattendues, quelques semaines seulement après l'adoption de la loi de finances, semblent répondre, compte tenu du contexte socio-économico-politique, au souci des autorités de maintenir une paix sociale pour le moins assez fragile. D'autant que les signaux, témoins d'un malaise qui couve et d'un grognement sourd dans plusieurs secteurs, sont nombreux et assez perceptibles, comme en témoignent la récente grève des avocats, celle dans le secteur de la santé, des greffiers, des notaires ou encore dans l'éducation.

DES ÉCONOMISTES COMMENTENT LE GEL DES IMPÔTS SUR DES PRODUITS DE LARGE CONSOMMATION

“Un impact positif sur le consommateur et les entreprises attendu”

Les décisions prises par le président de la République, lors du dernier Conseil des ministres, notamment le gel des impôts et taxes sur certains produits alimentaires de large consommation, devront booster le pouvoir d'achat des consommateurs et atténuer l'effet de l'inflation, notamment exogène, ont souligné lundi des économistes.

Ces analystes économiques ont estimé que les décisions prises par le président Tebboune sur le gel, jusqu'à nouvel ordre, de tous les impôts et taxes, notamment les taxes contenues dans la loi de finances 2022 sur certains produits alimentaires, constituent un “allègement” et “un gain” pour le pouvoir d'achat du consommateur.



RELANCE ÉCONOMIQUE

L'optimisme de Brahim Merad

L'Algérie connaîtra une “véritable dynamique économique en 2022” grâce à une batterie de mesures prises par les pouvoirs publics pour relancer 915 projets en suspens recensés au niveau national, a indiqué, hier, le médiateur de la République Brahim Merad. S'exprimant au cours d'une rencontre avec les investisseurs et les autorités locales de la wilaya, tenue au siège de l'Office des établissements de jeunes (Odej) de Bouira, M. Merad a indiqué que “la politique mise en place par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, est axée essentiellement sur la levée des contraintes et des obstacles touchant les différents projets d'investissement en souffrance, en vue de booster la production et créer de la richesse”.



APPROVISIONNEMENT EN BLÉ

L'Algérie lance un nouvel appel d'offres

L'Algérie vient de lancer un nouvel appel d'offres pour son approvisionnement en blé tendre. C'est ce qu'a révélé, hier, le cabinet français Agritel, affirmant que cet appel d'offres est suivi de près sur la scène internationale, notamment en Occident, “compte tenu des risques géopolitiques”. Le même cabinet souligne que, pour le moment, “l'origine France a perdu en compétitivité ces derniers temps face à la mer Noire”. Autrement dit, l'Algérie compte aller vers d'autres marchés où les prix du blé et de la logistique, notamment le transport, sont compétitifs. Du reste, ajoute la même source, “la volatilité ne se dément pas sur les marchés, partagés entre des fondamentaux qui ne plaident pas spécialement pour une hausse des cours du blé et une géopolitique qui laisse craindre une rupture des exportations en cas de conflit en Ukraine”.



LES COURS EN BAISSÉ

Les prix du pétrole impactés par la désescalade en Ukraine Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril perdait 4,01% à 92,61 dollars, alors qu'à New York, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en mars reculait de 4,37% à 91,29 dollars. Les prix du pétrole s'inscrivaient en baisse marquée, hier, de plus de 4%, emportés par des signes de désescalade dans la crise ukrainienne, la Russie ayant annoncé le début d'un retrait de ses troupes massées à la frontière avec l'Ukraine.



Gel des impôts et taxes sur certains produits

L'Etat confirme sa nature sociale

Les réactions unanimement favorables à la décision du Président Abdelmadjid Tebboune de geler les impôts et les taxes douanières inscrits dans la loi de Finances et dans le budget de l'année 2022, sur les téléphones portables, les matériels informatiques à usage personnel et les start-ups ainsi que certains produits alimentaires, donnent de très bonnes indications sur ce que devra être le texte législatif, sans doute une loi de Finances complémentaire, qui consacrera les nouvelles dispositions fiscales et douanières.



Alors que des opérateurs attendent le nouveau code d'investissement

L'ANDI enregistre 1.877 projets déclarés pour un montant de 526.027 millions de DA

Quelques 1.877 projets d'investissement déclarés pour un montant de 526.027 millions de DA ont été enregistrés durant l'année 2021 par l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI) avec 46.711 emplois prévisionnels.

«Durant les neuf premiers mois de l'année 2021 l'ANDI avait enregistré plus de 1.300 projets d'investissement », note l'Agence dans ses statistiques qui viennent d'être rendues publiques. Relevant qu'au cours du 1er semestre de la même année, près de 994 dossiers de projets déclarés y ont été déposés pour un montant de 251.898 millions de DA, a fait remarquer la même source, prévoyant la création de 24.525 emplois.



Le président Tebboune annonce de nouvelles mesures sociales

13.000 DA pour les chômeurs

Le président de la République a décidé qu'à partir du mois de mars prochain, les boulangers ne payeront que l'impôt sur le bénéfice. Le montant de l'allocation chômage vient d'être rendu public. L'annonce a été faite par le président de la République Abdelmadjid Tebboune. S'exprimant, dans le cadre de ses rencontres avec les représentants des médias nationaux et retransmise, hier, soir sur la chaîne, de la télévision publique, le chef de l'Etat a affirmé que «l'Algérie est le premier pays, après l'Europe, à instituer une allocation chômage, considérée comme un préalable à même de préserver la dignité de la jeunesse algérienne».



Gel des taxes décidé par le président de la République

Ce qui va changer ou...pas!

Le chef de l'État a annoncé une série de mesures à même de préserver le pouvoir d'achat des Algériens. Si on sait à quoi s'en tenir en ce qui concerne les colis postaux, ce n'est pas le cas pour les produits de large consommation. Petit tour d'horizon...

C'est l'information de ce début d'année. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné le gel des taxes contenues dans la loi de finances 2022. «Le président Tebboune a ordonné de geler, à compter, d'aujourd'hui et jusqu'à nouvel ordre, tous les impôts et les taxes, notamment les taxes contenues dans la loi de finances 2022 sur certains produits alimentaires», a précisé le communiqué du dernier Conseil des ministres.



Résultats de la mission d'information

L'APN torpille Rezig

Les services du département du commerce «sont responsables en partie de la pénurie de l'huile de table». Le rapport de la mission d'information sur la pénurie d'huile de table, élaboré par la commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification est identique à celui de 2011.



L'art de brasser du vent

Quand c'est la représentation nationale qui accuse publiquement un ministre de la République de mensonge, ce dernier doit s'expliquer. Inflation de ratages et de promesses: en la matière, le ministre du Commerce, Kamel Rezig, est un maître incontesté. Il excelle dans l'art de brasser du vent.

L'ONIL SUR LA DISPONIBILITÉ DE LA POUDRE DE LAIT : « Nos stocks suffisent jusqu'en août prochain »

La pénurie du lait en sachet subventionné par l'État pose toujours problème dans le pays, malgré les mesures prises par les autorités concernées pour couvrir le manque en cette matière vitale à l'instar de l'importation d'une quantité de 4 000 tonnes de poudre de lait ces derniers jours. Sauf que la spéculation et les pratiques frauduleuses persistantes notamment parmi la majorité des commerçants qui fait que le sachet de lait de 25 dinars censé être destiné au simple citoyen, alimente les cafétérias, hôtels et autres commerces qui vendent la tasse de lait à des prix exorbitants alors qu'ils l'achètent à un prix subventionné par l'État, et ce en raison de l'absence du contrôle des services concernés.



الدفع الإلكتروني: امضاء اتفاقية بين المديرية العامة للضرائب وبنك الجزائر الخارجي

وقعت المديرية العامة للضرائب و بنك الجزائر الخارجي اتفاقية خدمات متعلقة بالدفع عن طريق الاقتطاع وتبادل المعلومات المحوسبة، حسبما أعلنت عنه اليوم الثلاثاء المديرية العامة للضرائب على موقعها الإلكتروني.

و تسمح هذه الاتفاقية للخاضعين للضريبة الذين تتواجد ملفاتهم على مستوى مراكز الضرائب و المراكز الجزائرية للضرائب المسجلين في النظام المعلوماتية جبايتك بالاستفادة من خدمات التصريح والدفع عبر الانترنت من خلال بوابة الدفع عن بعد jibaya'tic و التصريح الجبايتي عن بعد.

و تم الامضاء على هذه الاتفاقية يوم أمس الاثنين تحت اشراف وزير المالية في اطار "استعمال عمليات عصرنة الإدارة الجبائية لا سيما في مجال الرقمنة"، تضيف المديرية العامة للضرائب.

ويعتبر توقيع هذه الاتفاقية التي تضاف الى اتفاقية 2011 بين الطرفين دليل على اهتمام السلطات العمومية بتبسيط الاجراءات من خلال تطوير الخدمات عبر الانترنت وتحسين جودة الخدمة



مع تقليص العبد الضريبي على الخبازين.. رئيس الجمهورية يقرّر:

13 ألف دينار لفائدة البطالين بداية من مارس

كشف رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون أن منحة البطالة تبلغ 13 ألف دينار وستمنح ابتداء من شهر مارس المقبل. وأوضح الرئيس تبون في مقتطفات من لقائه الدوري مع ممثلي الصحافة الوطنية بثها الثلاثاء، التلفزيون العمومي، أن "الجزائر ستكون أول دولة خارج أوروبا تقر منحة للبطالة كشبه مرتب من أجل صون كرامة الشباب."



تجنّب الزيوت والتقليل من الخبز والتبضع من الأسواق الشعبية

غلاء المعيشة يجبر الجزائريين على تغيير عاداتهم الاستهلاكية

إنقاص الزيوت، تجنب التبذير، السؤال عن الأسعار والتبضع من أسواق شعبية.. هي بعض السلوكات التي كانت غائبة عن ثقافة الجزائريين، وأوجدتها ظاهرة انهيار القدرة الشرائية وغلاء المعيشة.. عرفت معيشة الجزائريين في ظل جائحة كورونا، تدنيا ملحوظا، بسبب الغلاء العالمي للمنتجات، وإجراءات العلق للوقاية من الفيروس.. فغابت عن موائدنا كثير من الأطباق، ولعل أهمها السمك واللحوم بأنواعها.



اللجنة البرلمانية ترفع نسخته النهائية

تقرير الندرة على طاولة رئيس الجمهورية

أماطت اللجنة الاستعلامية المشكلة من نواب الغرفة السفلى للبرلمان اللثام عن تقريرها النهائي حول أسباب ندرة المواد واسعة الاستهلاك وملف المضاربة، محصية 12 نقطة وصفتها بـ"المهمة والخطيرة"، والتي وقفت قبل أسابيع وراء قضية الغذاء في البلاد، حيث حملت فيها المسؤولية الكاملة لمصالح وزارة التجارة والضرائب والجمارك.



الغرفة الوطنية للموثقين:

تجميد الرئيس تبون الضرائب وصفة لحماية جميع الجزائريين

ثمنت الغرفة الوطنية للموثقين، الثلاثاء، القرارات الأخيرة لرئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، الرامية إلى الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن عن طريق تجميد الضرائب والرسوم على بعض المواد الغذائية واسعة الاستهلاك. وجاء في بيان للغرفة: “إن الغرفة الوطنية للموثقين تسجل بارتياح جملة القرارات التي اتخذها السيد عبد المجيد تبون، رئيس الجمهورية، إثر انعقاد مجلس الوزراء والتي تدخل ضمن التدابير الجريئة قصد الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن عن طريق تجميد كل الضرائب والرسوم الواردة في قانون المالية لسنة 2022 إلى إشعار آخر.”



إعفاء الخزائين من الضريبة على رقم الأعمال

أعلن رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، اليوم الثلاثاء، إعفاء الخزائين من دفع الضريبة على رقم الأعمال. وقال الرئيس تبون في جزء من لقاء صحفي نشره التلفزيون الجزائري أنه من بين المشاكل المطروحة التي تبرز للساحة بين الفينة والأخرى هو مشكل الخزائين.



لجنة التحقيق البرلمانية تورط وزير التجارة

حملت لجنة الشؤون الاقتصادية والتنمية والصناعة والتجارة بالمجلس الشعبي الوطني قسطا كبيرا من المسؤولية لوزارة التجارة فيما يخص أزمة زيت المائدة التي تشهدها السوق الوطنية. وكشف، إسماعيل قوادرية، رئيس ذات اللجنة، خلال ندوة صحفية خصصت لعرض تقرير بعد انتهاء البعثة الاستعلامية المؤقتة للتقصي حول أسباب ندرة مادة زيت المائدة، عن ورود خلل في نظام الرقابة الدورية لمصالح وزارة التجارة، وذلك بإصدارهم لإحصائيات غير واقعية جعل أزمة ندرة زيت المائدة تتجاوزهم وتتفاقم.



الرئيس تبون: لن نعيد فتح ملف استيراد السيارات وفق النظام السابق

أكد رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، أن ملف استيراد السيارات وفقا للنظام السابق لن يُفتح من جديد. وخلال لقائه الدوري مع ممثلي الصحافة الوطنية، قال الرئيس تبون، إن تجربة الجزائر في تركيب السيارات كانت فاشلة لأن نسبة الإدماج كان ضعيفة. وواصل رئيس الجمهورية، أن عهد استيراد السيارات من دون خدمة ما بعد البيع قد انتهى.

GEL ET SUPPRESSION DES TAXES SUR CERTAINS PRODUITS

Une décision pour préserver le pouvoir d'achat des citoyens

LA DÉCISION de geler les impôts et taxes sur certains produits alimentaires et la suppression de tous les impôts et taxes sur le commerce électronique, les téléphones portables individuels, le matériel informatique à usage individuel et pour les start-up, décidée lors du dernier Conseil des ministres dans la perspective de stopper la hausse des prix et ainsi préserver le pouvoir d'achat des ménages, a été largement commentée par les Algériens. La décision a été saluée par les associations de consommateurs mais aussi par des partis politiques qui ont eu à s'exprimer sur la question.

Après le « choc » manifesté par les Algériens en prenant connaissance des augmentations des taxes et droits de douane de certains produits très demandés, des produits alimentaires mais aussi du matériel informatique, des téléphones portables, etc., c'est la satisfaction. La décision de geler ou de supprimer ces taxes jusqu'à nouvel ordre été, en effet, bien accueillie par les consommateurs qui se plaignent de l'érosion de leur pouvoir d'achat, lequel s'est accentué ces derniers temps avec l'augmentation généralisée des prix.

L'Association algérienne de protection et d'orientation du consommateur et son environnement (APOCE) a réagi favorablement à la décision du président de la République.

Son président Mustapha Zebdi s'est félicité de la décision relative au gel immédiat de tous les impôts et taxes sur certains produits alimentaires de large consommation, notamment les taxes prévues dans la loi de finances 2022.

« Cette décision intervient dans un contexte socio-économique impacté par les fluctuations internationales ayant entraîné une hausse sans précédent des prix », a estimé le président de l'APOCE dans sa déclaration. « Cette décision vient stopper la flambée des prix et améliorer le pouvoir d'achat des citoyens », a-t-il affirmé. M. Zebdi a cependant appelé les opérateurs économiques à respecter la stricte application de cette décision en vendant les produits au prix réel après l'acquisition de la matière première, sans taxes, d'où son appel à la nécessité de renforcer le travail des organes de contrôle pour veiller à l'application sur le terrain de cette décision au profit des consommateurs algériens.

Une décision bénéfique également pour les commerçants, selon le secrétaire général de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), lequel a salué cette décision qu'il a qualifiée de positive. Elle permettra, a-t-il précisé, d'améliorer le pouvoir d'achat des citoyens, notamment après la flambée vertigineuse des prix ces derniers temps. Le patronat a, de son côté, réagi à cette déci-

sion « inédite ». Mohamed Sami Agli, président de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), a qualifié ces décisions de « sages et courageuses » qui vont aider à préserver le pouvoir d'achat et à permettre la reprise de la consommation et de la machine économique.

Le Parti des travailleurs a, pour sa part, commenté la décision de gel des taxes et impôts sur certains produits. « Le PT enregistre positivement ces mesures », a indiqué le parti de Louisa Hanoune, dans un communiqué publié sur sa page Facebook. Ces mesures ne sont cependant pas suffisantes, selon le Parti des travailleurs qui réclame la suppression de l'article 188 de la loi de finances 2022. « Ces mesures ne sauraient répondre aux différentes augmentations vertigineuses des prix des produits alimentaires de large consommation provoquées par l'entrée en vigueur de la loi de finances 2022, qui supprime les subventions sociales et augmente les taxes et les impôts », a-t-il été indiqué. Le PT estime qu'il est urgent « de mettre un terme à la détérioration sans précédent des conditions de vie de la majorité du peuple, exige la suppression pure et simple de l'article 188 de la loi de finances 2022 portant annulation des transferts sociaux et des subventions de l'Etat aux produits alimentaires de large consommation et services ».

Lilia Ait Akli

D'UN MONTANT DE 13 000 DINARS/MOIS

L'allocation chômage versée à partir de mars prochain

C'est une des décisions majeures entérinées par les pouvoirs publics après que le président de la République eut exigé son institution l'année dernière. L'allocation chômage, qui a tant fait courir les jeunes et moins jeunes en quête d'emploi depuis plusieurs mois, commencera à être versée à compter du mois prochain.

C'est la grande annonce livrée par le président de la République devant les représentants de la presse nationale. L'allocation chômage sera versée à partir du mois de mars prochain et sera perçue par près de 700 000 demandeurs d'emploi, selon les propos du premier magistrat du pays qui, ainsi, met fin à un tas de spéculations émanant de partout. Il y a quelques semaines, certains personnages, pourtant parfois «haut placés», soutenaient, par exemple, que le montant de l'allocation allait varier selon les régions ; la plus conséquente étant réservée

aux chômeurs du sud du pays. Finalement, le montant retenu sera unique pour tous les chômeurs ayant droit, l'allocation sera d'un montant de 13 000 dinars et sera versée mensuellement jusqu'à ce que le chômeur trouve un emploi.

Il est à rappeler que dans le chapitre 4 de la loi de finances 2022, traitant des dispositions diverses applicables aux opérations financières de l'État, l'article 190 a annoncé qu'il est institué une allocation chômage au profit des chômeurs primo-demandeurs d'emploi inscrits auprès des ser-



000 dinars ainsi que de toutes les prestations de Sécurité sociale, en attendant de trouver un emploi. Pour ce faire, une enveloppe financière de 142 milliards de dinars est allouée par les pouvoirs publics, confiait le directeur du budget au ministère des Finances, il y a quelques semaines, après l'entrée en application de la loi de finances.

Avant que soit donné le coup de starter au versement de l'allocation, il a été décidé, sur instruction du président de la République, après une réunion du Conseil des ministres, tenue lors de la première quinzaine de septembre dernier, la mise en place d'un système de contrôle du fichier national des chômeurs, afin d'assurer une distribution transparente et correcte de l'allocation.

Azidine Maktour

vices de l'Agence nationale de l'emploi (Anem). Le même article de la loi de finances stipulait que les conditions, les modalités et le montant de cette allocation, ainsi que les engagements des bénéficiaires

allaient être fixés par voie réglementaire. Étape donc ficelée et à partir du mois prochain, lorsque pas loin de 700 000 chercheurs d'emploi commenceront à bénéficier mensuellement de 13

L'ANNONCE A ÉTÉ FAITE HIER PAR LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE

MOINS D'IMPÔTS POUR LES BOULANGERS, ALLOCATION POUR LES CHÔMEURS

● Une allocation chômage, d'un montant de 13 000 DA, sera octroyée mensuellement aux chômeurs à partir du mois de mars 2022, a déclaré le président de la République lors de sa rencontre périodique avec des représentants de la presse.

Les boulangers ne s'acquitteront plus de l'impôt sur le chiffre d'affaires à partir de fin mars, a indiqué le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors d'une rencontre avec des médias, diffusée hier soir sur la télévision publique. Une décision, a-t-il ajouté, qui «a été consacrée dans la loi de finances complémentaires», laquelle, selon toute vraisemblance, interviendra dans ce délai. «Les boulangers payaient jusqu'à l'impôt sur le chiffre d'affaires et celui sur les bénéfices. À partir de fin mars, ils ne s'acquitteront que de l'impôt sur les bénéfices», a-t-il soutenu.

Revenant sur sa décision de geler les taxes sur «certains produits alimentaires», prise dimanche, le chef de l'État a expliqué qu'étant donné que les prix sur les marchés internationaux ont flambé, «ce qui rapportait une tonne de blé auparavant ne suffit aujourd'hui que pour le tiers». A cet effet, ajoute-t-il, «il y avait des taxes de 5% dans le budget, sur certains produits alimentaires qui ont été reportées». Lors du Conseil des ministres qui s'est tenu dimanche, «le président Tebboune a ordonné de geler, à compter d'aujourd'hui (dimanche 13 février,



Le Président de la République Abdelmadjid Tebboune

ndir) et jusqu'à nouvel ordre, tous les impôts et les taxes, notamment les taxes contenues dans la loi de finances 2022 sur certains produits alimentaires», comme indiqué dans un communiqué de la Présidence. Le gouvernement est appelé, dans

ce sens, à «prendre toutes les mesures et procédures visant à faire éviter aux citoyens l'impact de la flambée vertigineuse des prix dans les marchés internationaux durant l'année en cours jusqu'à leur stabilisation». «L'État se chargera de

couvrir la différence des prix des produits destinés aux citoyens par l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAI), et ce, compte tenu de l'augmentation des prix à l'international», a-t-on encore ajouté. «Le Président a ordonné, par

ailleurs, la suppression de tous les impôts et taxes sur le e-commerce, les téléphones portables, les matériels informatiques à usage personnel et les start-up en se contentant des tarifications régionales», a indiqué encore le même communiqué. Le «gel» des taxes sur «certains produits alimentaires» a été décidé dans l'objectif de préserver le pouvoir d'achat des citoyens.

C'est dans ce même ordre qu'a été introduit dans la loi de finances 2022 la mesure relative à la réduction de l'impôt sur le revenu global (IRG) pour les salariés, même si son incidence a été jugée minime par des syndicalistes.

L'autre annonce faite par le Président lors de sa rencontre avec les médias, dont de courts extraits ont été diffusés hier en fin d'après-midi par des chaînes de télévision privées, concerne l'allocation chômage. Il est question ainsi d'une somme de 13 000 DA qui sera octroyée mensuellement aux chômeurs à partir du mois de mars. Abdelmadjid Tebboune a tenu à préciser que «l'Algérie est le premier pays après l'Europe à instituer cette allocation».

Abdelghani Achoun

GEL ET SUPPRESSION DES DISPOSITIONS DE LOIS

Ces problématiques réajustements

Gel de taxes et impôts, suppression d'autres et suspension de mesures prévues par des textes de loi... L'Exécutif multiplie depuis quelques semaines ce genre de décisions qui suscitent, au-delà de leur utilité, moult interrogations sur l'état de la gouvernance du pays. Les dernières en date sont celles prises, dimanche dernier, par le chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune, en ordonnant le gel, jusqu'à nouvel ordre, des taxes prévues par la loi de finances 2022 sur certains produits de consommation et la suppression pure et simple des taxes et impôts sur le matériel informatique et les téléphones portables à usage individuel. Cette annonce a été précédée, en janvier dernier, par la suspension du retrait du permis de conduire, qui est une disposition contenue dans un texte de loi en vigueur, à savoir le code de la route. Hier encore, le gouvernement a décidé d'annuler un décret exécutif portant sur le déclassement d'une parcelle du parc zoologique de Ben Aknoun à Alger pour la construction d'une Cité du cinéma, publié tout récemment au *Journal officiel*.

Dès leurs publications, ces réajustements ont suscité des réactions et des critiques. Celles-ci concernent notamment le respect des formes en matière de révisions de textes de lois, examinés et votés par l'institution législative, qui est le Parlement. Le pouvoir exécutif a-t-il le droit de revoir le contenu des lois sans produire des textes justifiant leurs amendements ? Les constitutionnalistes restent dubitatifs. Interrogé sur ce sujet, l'ancien député et ex-enseignant de droit constitutionnel à l'université de Béjaïa, Ahmed Betatache, précise : « Je n'ai pas lu la nouvelle loi de finances. Mais il y a un principe clair. Si les

articles ayant institué ces taxes et impôts gelés ou supprimés renvoient à des textes réglementaires pour leur application, l'Exécutif dispose alors d'une marge de manœuvre. Il peut renvoyer leur application jusqu'à la promulgation de ces textes réglementaires. Mais dans le cas où les articles évoquent une mise en œuvre automatique de ces dispositions, le gouvernement doit passer par un amendement de la loi de finances. »

Dans une déclaration au quotidien *El Khabar*, Khaled Chebli, spécialiste en droit constitutionnel, estime que « désormais le gouvernement est contraint de préparer une loi de finances complémentaire pour mettre en conformité ces mesures ». Car, selon lui, « il n'y a pas dans la loi ce que l'on appelle gel des taxes et des impôts, synonyme du gel de la loi elle-même ». Dans le même contexte, d'anciens parlementaires affirment que « l'Exécutif est tenu de préparer une loi de finances complémentaire, sinon les impôts en question seront toujours réclamés par les services chargés de leur recouvrement ». Selon eux, la LFC devient une nécessité car « la révision du système fiscal tend à s'élargir, surtout après la contestation des avocats, des notaires et des médecins ». Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, avait, rappelons-le, ouvert une première brèche vers la révision du régime fiscal imposé aux professions libérales. C'était suite à sa rencontre avec les responsables de l'Ordre national des avocats où, selon un communiqué du syndicat des robes noires, il a été décidé « d'installer une commission mixte chargée d'élaborer un nouveau système qui prend en considération les spécificités de cette profession ».

Madjid Makedhi

LE MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE À BOUIRA

La relance de l'investissement, une priorité stratégique

Désormais, les autorités locales sont appelées à trouver d'autres ressources financières pouvant relancer les projets d'investissement. C'est ce qu'a laissé entendre, hier, le médiateur de la République, Brahim Merad, à l'occasion d'une rencontre avec des porteurs de projets dans la wilaya de Bouira. «Chaque région du pays a sa propre richesse. Les responsables locaux doivent adopter une nouvelle politique susceptible de créer des richesses et de l'emploi et surtout ne plus compter sur les aides traditionnelles de l'Etat», a-t-il dit, tout en réaffirmant le soutien du président Abdelmadjid Tebboune qui, selon lui, accorde un intérêt particulier au secteur de l'investissement. Pour lui, les responsables locaux, à leur tête le wali, sont les mieux placés pour connaître les difficultés sociales et économiques dans lesquelles se débattent leurs territoires et doivent réfléchir à adopter une nouvelle approche en matière de développement. Tout en détaillant son rapport périodique sur l'état d'avancement des projets d'investissement en suspens, présenté avant-hier devant le Conseil des ministres, le médiateur de la République a fait état de la levée des obstacles sur 15 nouveaux projets d'investissement tandis que 44 autres sont entrés en exploitation. Ces mesures, dit-il, ont permis la création de 2680 nouveaux postes d'emploi dans les secteurs de l'industrie, l'agriculture, le tourisme et les services. A l'en croire, le nombre des postes d'emploi devrait atteindre 43 000 une fois la levée de tous les obstacles auxquels se heurtent les 647 projets. L'hôte de Bouira n'a pas manqué de souligner les efforts consentis par les autorités locales, notamment dans l'opération d'assainissement du foncier industriel mais surtout dans l'accompagnement des porteurs de projets au niveau de la zone industrielle de Sidi Khaled, dans la commune de Oued El Berdi. Dans l'impossibilité de débloquer un budget pour raccorder des usines au réseau électrique, eu égard à la situation de crise que vit le pays depuis quelques années, les autorités locales ont réussi à convaincre 14 porteurs de projets de contribuer financièrement pour que leurs usines entrent en exploitation et soient alimentées en électricité.

La wilaya de Bouira, de par sa position stratégique et sa proximité des installations portuaires et autoroutières, est, selon M. Merad, appelée à devenir une wilaya pilote dans le domaine industriel. «Il est temps de penser à créer de petites usines et fabriques en milieu rural d'autant plus que ces régions ont bénéficié dans le passé de projets dans le cadre des zones d'ombre», insistera-t-il. Il faut préciser qu'un important foncier industriel a été dégagé dans la région. Les autorités locales ont récupéré des «mains de faux opérateurs», bénéficiant d'une complicité au sein de l'administration, 57 hectares répartis sur les zones d'activités et industrielles.

Dans son intervention, le wali de Bouira, Lakhal Ayat Abdeslam, qui a rappelé que des lots de terrain ayant été attribués dans le passé dans des conditions douteuses ont été récupérés dans le cadre des procédures d'assainissement du foncier industriel. L'opération, toujours en cours, a déjà abouti à l'annulation de 74 projets qui devaient être réalisés dans les différentes zones d'activités (ZAC) et d'Oued El Berdi. En plus de cette procédure, le chef de l'exécutif a souligné qu'une usine de textile, ex-Sonitex, d'une superficie de 8000 m² dont 2000 m² bâtis, implantée à Sour El Ghozlane a également été récupérée. Selon des informations en notre possession, l'usine en question avait été cédée au dinar symbolique à un «promoteur», proche d'un ex-cadre de la wilaya. Une information judiciaire a été ouverte, a-t-on indiqué.

Amar Fedjkhi

POINT ZÉRO

Par Chawki Amari

Les spécialistes mondiaux de la marche arrière

Problème, la loi de finances 2022 a été votée par les députés, procédure naturelle pour l'action du gouvernement, mais le Président a décidé de supprimer au bout d'un mois une bonne partie des dispositions, taxes, impôts et subventions ciblées. Il faudrait donc une loi pour supprimer des articles de loi qui ont été votés, sauf que le retour vers les députés de l'APN est une perte de temps. D'ailleurs, Sid-Ahmed Tamamri, le président du groupe parlementaire FLN à l'Assemblée, vient de saluer la suppression des taxes et impôts pour lesquels il avait lui-même voté ainsi que l'ensemble de son parti.

Comment se prononcer pour une chose et être satisfait de son contraire ? L'explication de cette gymnastique mentale a été fournie par le président d'un autre groupe parlementaire, Fateh Boutbig, du Front El Moustakbel, qui vient d'avouer que lui et les députés de son parti ont voté en faveur de ces taxes, «*car la loi de finances qui les contenait était une proposition du*

gouvernement». C'est donc parce que l'idée vient du gouvernement que c'est forcément bien, et parce que c'est le gouvernement qui fait marche arrière que c'est forcément bien aussi. Il ne sert évidemment à rien de rappeler à ces présidents de groupes parlementaires quelle est la fonction des députés, qui ne sont ni ministres ni chefs de daïra et ne sont pas élus par le gouvernement mais par la population. Sauf qu'il y a quand même une logique, le président du Front El Moustakbel, Abdelaziz Belaïd, est le même qui s'est présenté en tant que candidat lors des élections présidentielles contre Bouteflika et avait avoué avoir voté pour Bouteflika. Pourquoi se présenter ? A quoi servent les députés ? Il faut peut-être rappeler que ces taxes et impôts ont été instaurés pour que l'Etat gagne de l'argent et puisse assurer, entre autres, son incroyable train de vie. Dissoudre l'APN, le Sénat et tous ces organismes de hauts fonctionnaires qui ne servent à rien ferait économiser des milliards et rendrait toute nouvelle taxe inutile.

COMMENTAIRE

Priorités

Par Ali Bahmane

Sur une chaîne de télé privée, un député membre de la commission des finances de l'APN a demandé «pardon» à la population pour avoir «manqué de vigilance» en avalisant la batterie d'impôts et de hausses fiscales de divers produits de consommation dans la loi de finances 2022. Ces mesures-là, le président de la République a dû les geler au cours d'un historique Conseil des ministres qui s'apparentait à un désaveu profond du gouvernement, du Premier ministre et du Parlement. Ce député, qui a promis que la prochaine fois il sera moins «complaisant» vis-à-vis du gouvernement, n'envisage pas la démission. De facto, il s'octroie une sorte de «droit à l'erreur», tout comme ses pairs des deux Chambres parlementaires qui, jusque-là, n'ont pas réagi, préférant faire profil bas et attendre que l'orage passe. Est bien loin le temps des discours des campagnes électorales, lorsque les candidats à la députation s'étaient «engagés» à rompre avec les anciennes traditions parlementaires du «bénéni-oui-ouisme». Ne s'étaient-ils pas engagés à veiller en priorité, et à tout moment, sur les intérêts des citoyens avant de suivre le gouvernement dans sa tentative de préservation, coûte que coûte, des équilibres budgétaires de l'Etat ? En bloc, les parlementaires se sont alignés derrière le Premier ministre, avant tout ministre de Finances, dans sa quête effrénée de récolte du maximum de ressources fiscales pour faire face au déficit abyssal du Trésor public et financer les folles dépenses étatiques fixées pour l'année 2022. La messe était dite dès le milieu de l'année 2021 : l'Etat ne devra pas compter sur les rentrées des exportations des hydrocarbures, à ce moment-là extrêmement faibles, mais sur les citoyens pour tant sur la pente descendante de la misère sociale amorcée en 2014 et aggravée par l'épidémie de Covid-19. Comment a-t-on pu arriver à cet aveuglement ? La chaîne des responsabilités gouvernementales est longue, elle est pyramidale. En dessous du chef de l'Etat et du Premier ministre, il y a tous ces ministres, conseillers et directeurs centraux qui n'ont pas assumé leur fonction d'alerte, et bien entendu, les innombrables élus dits de la nation. Parce qu'il n'a pas été sensibilisé sur la dangerosité du projet de loi de finances 2022, le président de la République n'a pas exigé une nouvelle mouture en Conseil des ministres avant son adoption et son passage au Parlement. Il s'est toutefois «rattrapé» en prenant la décision de geler les hausses des taxes et impôts, au grand soulagement de diverses catégories de la population, in extremis, car quelques mois de mise en application auraient probablement mis le feu aux poudres. L'Algérie n'aurait vraiment pas eu besoin de ça au moment où elle traverse le Ramadhan et un été, de feu et de sécheresse, de tradition toujours pénible. In fine, quelles leçons pour l'Exécutif ? Va-t-il s'excuser tout en revendiquant «le droit à l'erreur» comme notre auguste député ? Ou bien se remettre totalement en cause en reconnaissant qu'il y a bien eu à son niveau beaucoup de tâtonnements et d'improvisations, voire de mauvaise stratégie. Les experts avisés lui disent que lors de l'élaboration de la loi de finances 2022, au lieu de jouer sur la TVA – un puissant levier de justice sociale – celle-ci a été simplement augmentée et élargie pour générer plus de taxes. Le dossier des salaires a été abordé superficiellement, comme celui de la revalorisation des retraites. La mise en pratique de l'allocation chômage se fait attendre et au lieu de s'attaquer à l'inflation, on l'aggrave à travers une folle dévaluation du dinar et un recours toujours soutenu à la planche à billets. Quant au train de vie de l'Etat, au lieu de diminuer, il ne cesse d'augmenter, ce qui aggrave la dépense publique devenue incontrôlable. Enfin, cœur du problème, l'investissement productif reste à trouver, les textes ne sont pas prêts ou mal faits, la bureaucratie sévit toujours, le climat des affaires est mauvais. Au moment où des millions de jeunes frappent aux portes de l'emploi...

لجنة الاستعلام البرلمانية تكشف مضمون تقريرها حول ندرة زيت المائدة

وزارة التجارة ومنتجون في قفص الاتهام

• ضرورة إطلاق إصلاحات تشريعية واستحداث وكالة للأمن الغذائي

حمل تقرير برلماني وزارة التجارة جانبا هاما من المسؤولية عن أزمة ندرة زيت المائدة أواخر العام الماضي، وجانباً آخر يتحملة منتجون خواص، داعياً لإصلاحات تشريعية وضريبية في قطاع إنتاج الزيوت.

استفادة الأسر المعنية من مزايهاها". وقامت اللجنة في تقريرها بتحميل توصيات وردت في تقرير صدر عن لجنة تحقيق برلمانية قبل 11 عاماً معرفة بأحداث الزيت والسكر، ودعمتها بتوصيات جديدة تضمنت وضع نظام له الترخيم الجبائي المؤمن، والذي يطبق على السلع والبضائع بغرض تتبع ومراقبة مسار المنتجات، بهدف حماية المنتجين الوطنيين من المنافسة غير المشروعة ومكافحة ظواهر التهريب والنش وتضخيم البطاقة الوطنية لإحصاء تجار الجملة الحقيقيين لمكافحة والتصدي لظاهرة التهريب والعمل بالفوترة (يكون إيجاري) ودعت لتعديل باستحداث الوكالة الوطنية للأمن الغذائي.

ورافقت أيضاً لتطبيق قانون المناهضة (القضاء على وضع الهيئة الذي يتمتع به بعض المنتجين) (وردت في تقرير 2011)، وإصلاحات تشريعية وتنظيمية تضمنت مراجعة نظام هامش الربح وقيمة تمويضة النقل وتوفير الوسائل لأغراض التجارة وتشجيع الاستثمارات في زيت السلمج (وردت في تقرير 2011) وتظهير قائمة تجار الجملة بالولايات الجنوبية وتكثيف عمليات مكافحة التهريب ومراجعة النظام الضريبي.

ف. ح.



التقرير البرلماني تضمنت عن «خلل في نظام الرقابة الدورية لمصالح وزارة التجارة»

القواتير، لا يعبر عن الواقع بناء على المعطيات المدونة في السجلات التجارية للموزعين والتي تعود بصورة غير مباشرة للمنتجين. ومن الممارسات الاحتمالية الأخيرة، طريقة الحصول على التصويص، وتحدث بهذا الخصوص بأن حساب قيمة الدعم يكون على أساس قيمة العملية الموطنة المصرح بها بالدولار يوم الشراء، ونظراً لعدم استقرار سعر الصرف والدينار ينتج عنه تلاعب في التوطن البنكي وتحقيق أرباح غير مستحقة والأضرار بالاقتصاد الوطني. معتبرة أن الدعم الموجه لمائدة زيت المائدة يكون بعد الإنتاج والتوزيع حسب أسعار بورصة السوق، ليس كالدعم الموجه لمادة الحليب والقرينة الذي يكون في أول سلسلة الإنتاج. وفي تقريرها عن أسباب موضوعية للأزمة، مثل حصول المنتجين والموزعين على هامش ربح ضئيل، حيث لا يتعدى 15 ديناراً للعبوة ذات 5 لتر خاضع للضريبة، وهو الذي يبقى في خطر الموزعين غير محقق وغير مشجع، سجلت اللجنة أن الإبقاء على آلية الدعم غير المباشر ساهم في ارتفاع معدل التضخم وعدم

زيادة الإنتاج بحجة عدم صب قيمة التمويصات (الفارق بين تكلفة الإنتاج وسعر البيع)، منبهاً إلى أن أحد المنتجين (عين سليطة) صرح أنه لم يتقاض مستحقاته لغاية يوم أمس، وفق ما ذكره رئيس اللجنة أثناء عرض التقرير. وهاجمت اللجنة أحد المنتجين دون تسميته (...). بلعب دور في تأجيج الأزمة، وتحدث عن مساهمة بعض المنتجين في خلق أزمة ندرة من خلال توفيرها على مستوى الموزعين الحصريين والمعتمدين من طرفهم، فيما يتحصل تجار الجملة والتجزئة على كميات في مراحل متقطعة ومتباعدة في أغلب الأحيان. وأشارت بهذا الخصوص إلى تعمد منتجين عدم تسويق مخزونهم دون تسميتهم، ولو أن الإشارة واضحة إلى منتج معين، فبما صرح بعدم توفره على مخزون على مستوى مخازن المصنع، وأن الإنتاج يوجه إلى نقاط البيع، لكن عند المعاينة في 11 جانفي 2022 (من قبل اللجنة) تم العثور على مخزون (صنفائح معبأة في 31 ديسمبر 2021، ولفتت إلى بعض الممارسات الاحتمالية، فدعم المنتجين حسب الكميات المصرح بها في

ف. جمال

• أشارت لجنة الاستعلام البرلمانية، عن ندرة الزيت في تقريرها الذي عرض، أمس، في المجلس الشعبي الوطني، من قبل رئيس لجنة الشؤون الاقتصادية، سماعيل قوادرية إلى أن الإنتاج الوطني يغطي الطلب المحلي، بل يزيد من الحاجة، حيث يتم إنتاج قرابة 4 ملايين لتر يومياً من زيت المائدة، أي أن المشكل ليس في الوفرة، بل في مواطن أخرى. وتحدث التقرير البرلماني، عن «خلل في نظام الرقابة الدورية لمصالح وزارة التجارة وإصدارها إحصائيات غير واقعية، بشكل جعل من أزمة مادة زيت المائدة تتجاوز هذه المصالح، ويبل إلى تضخم التندرة».

وانتقدت اللجنة بشدة، قرار وزير التجارة دون تسميته، بمنع بيع صنفائح الزيت للمواطنين لمن تقل أعمارهم عن 18 عاماً، كما انتقدت التصريحات التي صدرت عنه، وأدرجت ذلك كله تحت مسمى «قرارات ارتجالية».

وفي السياق ذاته، لاحظ التقرير تأخر الفرق المختصة (التجارة، الضرائب والجمارك) في معالجة ملفات التصويصات المنسوحة للمنتجين على مستوى الولايات التي تواجه فيها مصانع زيت المائدة وافتقاد مصالح وزارة التجارة للوسائل والإمكانات للقيام بمهامهم الرقابية.

وإلى جانب مصالح التجارة، أشارت اللجنة إلى المسؤولية المباشرة للمنتجين في الندرة ونبّهت إلى عنصر أساسي يتعلق بممارسات احتمالية، مرضعة في التقرير مثلاً بأن دعم المنتجين حسب الكميات المصرح بها في القواتير، لا يعبر عن الواقع بناء على المعطيات المدونة في السجلات التجارية للموزعين، وأن بعض المنتجين رفضوا

القرارات دعم للقدرة الشرائية للمواطنين وتصحيح لإجراءات غير مدروسة

منظمات أرباب العمل تثنى تجميد الضرائب والرسوم

أجمع مسؤولو منظمات أرباب العمل، في حديثهم لـ "الخبر"، على اعتبار القرارات المتخذة بشأن تجميد كل الضرائب والرسوم، لاسيما الرسوم التي تضمنها قانون المالية 2022 على بعض المواد الغذائية، فضلا عن إلغاء كل الضرائب والرسوم على التجارة الإلكترونية والمؤسسات الناشئة والاكتفاء بالتعريفات المقننة حاليا، عملية تصحيح كفيلة بالمساهمة في دعم القدرة الشرائية، داعين بالمقابل إلى ضرورة اعتماد تدابير تصب في خانة تحفيز ودعم المؤسسات والقطاع المنتج واستغلال الوفرة المالية للتحويل من اقتصاد ريعي إلى اقتصاد متنوع.

■ حفيظ صوالي

رئيس الكنفدرالية الجزائرية لأرباب العمل المواطنين محمد سامي عاقل

"أهمية التشاور في صياغة القرارات الاقتصادية الأساسية"

الجزائرية لأرباب العمل المواطنين، فهو مناسبة لتجدد مقترحنا الدائم والقاضي بضرورة الشروع وبسرعة في صياغة إستراتيجية وطنية واضحة الوسائل والأهداف لتنويع الاقتصاد الوطني. ففي مقترحاتنا، أكدنا دائما أن الجزائر تمتلك كل مقدرات ومرتكزات النمو من أجل تنويع الاقتصاد الوطني، التي تشمل: الفلاحة، والصناعات التحويلية الغذائية، والسياحة، والرقمنة، والصناعة التحويلية، والصناعة البتروكيمياوية... الطاقات المتجددة والشمسية...

وخلص عاقل "تعتبر في الكنفيدرالية الجزائرية لأرباب العمل المواطنين، أن القضية المحورية التي يجب أن تشكل أولوية لجميع الفواعل الاقتصادية، هي كيف نحول تلك العائدات المالية لتكون متفيرا هاما في مسار وإستراتيجية تنويع الاقتصاد الوطني، التي ستكون لها انعكاسات إستراتيجية من حيث التحول من اقتصاد ريعي إلى اقتصاد متنوع ي مضافة قائم على إنتاج الثروة واستحداث مناصب شغل، ويدير بعائدات قد تتجاوز بسهولة عائدات النفط والغاز على المدى المتوسط والبعيد... وهذا الإجراء سيقفز بالجزائر إلى مصف الدول ذات نسبة النمو برقمين، يغطي أغلبية احتياجات الاستهلاك الوطنية ويقوّي مسار التصدير ويزيد السوق الوطنية جاذبية للاستثمار".



محمد سامي عاقل

ودعا رئيس الكنفدرالية السلطات العمومية إلى اتخاذ إجراءات مماثلة ومدروسة لفائدة المؤسسات الاقتصادية؛ لأنها الفاعل الرئيسي في خلق الثروة ومناصب الشغل وتحريك الاقتصاد الوطني. كما اعتبر أن ارتفاع أسعار البترول والغاز في السوق الدولية، مرادف لوجود طلب عالمي لاستهلاك المادتين، وهو مؤشر على بداية انعاش الاقتصاد العالمي وخروجه من الركود الذي عانى منه منذ ثلاث سنوات تقريبا. أما انعكاسات هذه المؤشر على بلد مثل الجزائر، الذي يعتمد على 95٪ من عائداته بالعملية الصمعية من المادتين، خصوصا في هذا الظرف الاقتصادي الصعب، سيشكل لا محال متفسا للتقليل من شح الموارد المالية. وأردف عاقل "بالنسبة لنا في الكنفدرالية

● أكد رئيس الكنفدرالية الجزائرية لأرباب العمل المواطنين، محمد سامي عاقل، أن القدرة الشرائية للمواطنين شكلت انشغالا دائما لدى المنظمة وكانت أولوية، وقد شهدنا خلال السنوات الثلاث الأخيرة انهيارا للقدرة الشرائية لمواطنينا، نتيجة التداعيات الكارثية للأزمة الصحية والاقتصادية العالميتين، التي تأثرت بها جميع الدول ولو بنسب متفاوتة.

واعتبر عاقل "بالنسبة لنا كمنظمة مواطنة، هذه القضية تشكل انشغالا كبيرا ومحوريا لدى كل رؤساء المؤسسات، لأنه بكل بساطة، دون قدرة شرائية عالية للمواطنين، فلا يمكن للاقتصاد أن يعرف حركة ونمو، كون معدل الاستهلاك سينخفض، وبالتالي أهم المتغيرات في الدورة الاقتصادية مشلول، وهو ما يجعل المنتجات تنكس، وبالتالي تتأثر المؤسسات الإنتاجية ككل".

واعتبر عاقل "تعتبر قرار رئيس الجمهورية تجميد بعض الضرائب ودعم المنتجات ذات الاستهلاك الواسع، تصحيحا لإجراءات غير مدروسة التداعيات وتساهم في دعم القدرة الشرائية للمواطنين... في المقابل، أعتنم هذه الفرصة لأجدد مطالبنا السابقة، بالأخص أهمية التشاور مع المتعاملين الاقتصاديين والشركاء الاجتماعيين، في صياغة القرارات الاقتصادية الأساسية والهامة، لأنه كان بمقدورنا تبادي ما حدث".

رئيسة الكنفدرالية العامة للمؤسسات الجزائرية سعيدة نفزة "إلغاء الرسوم كان ضروريا لأنها عبء إضافي"

يمنح فرصة للسلطات العمومية لضمان هامش حركة، ولكن هذا لا يعني استنساخ نفس أنماط الإنفاق والتسيير وإدارة المال العام، بل يتوجب ترشيد الموارد بما يتيح توجيهها لما يخدم الاقتصاد الوطني المنتج وضمان تكريس فعلي للتبوع للاقتصاد. وأوضحت نفزة أن تداعيات جائحة فيروس كورونا وإجراءات الإغلاق المرتبطة بها وتقلبات أسعار النفط في العام 2020، أبرزت مكامن الخلل في بنية الاقتصاد الجزائري، الذي عانى من العديد من الاختلالات البنائية والهيكلية المرتبطة بسوء إدارة وتسيير الريوع المتراكمة، ومن ثم فإن هناك فرصة مع تحسن الإيرادات بأن نعتمد نمودجا اقتصاديا ناجعا وفاعلا، بعيدا عن منطق الربح.

وواقعي. ولاحظت رئيسة الكنفدرالية أن الضريبة تفرض على شخص قادر على الدفع تبعا لمقدرته المالية، من حيث أن الضريبة هي طريقة لتقسيم الأعباء العامة بين الأفراد وفق قدراتهم التكليفية، وفق قاعدة العدالة؛ أي أن يساهم كل أعضاء المجتمع في تحمل أعباء الدولة تبعا لمقدرتهم النسبية على الدفع، إلا أن زيادة الضغط الجبائي نتج عنها مضاعفات سلبية، ومظاهر من قبيل التهريب والغش الضريبي، ناهيك عن أن من يدفع الضريبة هو الفرد بالأساس، سواء أكان مستهلكا أو عاملا، وقرار التعليق أو الإلغاء لا يمكن أن يكون إلا إيجابيا. بالمقابل، اعتبرت رئيسة الكنفدرالية أن تحسن العائدات جراء ارتفاع أسعار المحروقات



سعيدة نفزة

وشددت سعيدة نفزة على ضرورة رفع العقوبات أمام المشاريع والاستثمارات، منددة بكل العراقيل التي تحول دون تجسيد مشاريع منتجة للثروة ومنشئة لمناصب الشغل، داعية لتضافر الجهود من أجل دعم برنامج إنعاش اقتصادي فاعل

● أعربت رئيسة الكنفدرالية العامة للمؤسسات الجزائرية، سعيدة نفزة، عن دعمها للقرارات التي أسداها رئيس الجمهورية خلال اجتماع مجلس الوزراء المنعقد في 13 فيفري، مشيدة بما اعتبرته قرارات شجاعة تصب في صالح تحسين القدرة الشرائية للمواطن التي عانت بشدة من خلال تذبذب السوق والارتفاع المفاجئ في الأسعار. ودعمت الكنفدرالية المتعاملين الاقتصاديين فيما يتعلق بالضريبة، مشيرة إلى أهمية إرساء سياسة واضحة في مجال المصاحبة والدعم لمؤسسات أنهكت بفعل تداعيات كورونا ولا تزال تعاني، ومن ثم فإن أي توجه نحو الزيادة في الضغط الجبائي كفيل بإحداث انعكاسات سلبية.

بسبب غياب «المعلومة الدقيقة»، «الصمت» و«ضعف التواصل»

أزمة زيت المائدة.. لجنة التحقيق البرلمانية تحمل وزارة التجارة

باتخاذ قرارات ارتجالية منها منع بيع مادة زيت للأشخاص أقل من 18 سنة مصحوبة بتصريحات غير مدروسة، في (اتهام واضح لوزير التجارة كمال رزيق). وأضاف ذات المتحدث أن المعلومات المغلوطة في وسائل التواصل الاجتماعي أثرت في النمط الاستهلاكي وزاد في حدة الأزمة، غير أن ذلك قابله غياب المعلومة الدقيقة وضعف التواصل وصمت الجهات المعنية والتركيز على تقديم حجج وتصريحات واهية كاختصار أسباب الأزمة في المضاربة وتحميلها للتجار الصغار والمواطنين في حين أن القاعدة تقول أن وفرة الإنتاج تقضي على المضاربة.

حملت لجنة الشؤون الاقتصادية والتنمية والصناعة والتجارة بالمجلس الشعبي الوطني قسما كبيرا من المسؤولية لوزارة التجارة فيما يخص أزمة زيت المائدة التي تشهدها السوق الوطنية. وكشف، إسماعيل قوادرية، رئيس ذات اللجنة، خلال ندوة صحفية خصصت لعرض تقرير بعد انتهاء البعثة الاستعلامية المؤقتة للتقصي حول أسباب ندرة مادة زيت المائدة، عن ورود خلل في نظام الرقابة الدورية لمصالح وزارة التجارة، وذلك بإصدارهم لإحصائيات غير واقعية جعل أزمة ندرة زيت المائدة تتجاوزهم وتتفاقم. كما اتهمت ذات اللجنة الوزارة المعنية

لجنة التقصي حول الندرة تعرض تقريرها البرلمان يحفل وزارة التجارة و"منتجين" مسؤولية أزمة الزيت



حفل تقرير برلماني، أعدته لجنة الشؤون الاقتصادية والتنمية والصناعة والتجارة والتخطيط بالمجلس الشعبي الوطني، حول ندرة زيت المائدة في الأسواق وذلك خلال الفترة من 10 إلى 22 جانفي 2022، والتي انطلقت شرارتها خلال شهري نوفمبر وديسمبر من سنة 2021، ووزارة التجارة وترقية الصادرات المسؤولية وعاب عليها التخلي عن المهام المنوطة بها، واتخاذها قرارات "ارتجالية"، مصحوبة بتصريحات غير مدروسة، فضلا عن تحميل "بعض المنتجين"، دون تسميتهم، المسؤولية عن ذلك.

هيام لعيون

وحفل التقرير، المنتجين بشكل كبير التسبب في أزمة ندرة زيت المائدة من خلال توفيرها على مستوى الموزعين الحصريين والمعتمدين من طرفهم، أما تجار الجملة والتجزئة فإنهم يتحصلون على كميات من مادة زيت المائدة في فترات متقطعة ومتباعدة في أغلب الأحيان.

توصيات اللجنة

ويعد عرض هذه الأسباب، أوصت اللجنة بوضع نظام رقابي للترقيم الجبائي المؤمن، يطبق على السلع والبضائع، وذلك لضمان إمكانية تتبع ومراقبة مسار المنتجات خلال جميع مراحل طرحها للاستهلاك.

فضلا عن اتخاذ تدابير من شأنها حث أعوان الرقابة والتفتيش تحت وصاية وزارة التجارة على ضرورة أن تكون معاييرهم وتحرياتهم دقيقة وموضوعية وبكل أمانة. وهو ما سمح - وفق التقرير - بتفادي الأخطاء عند تفعيل عمليات الرقابة.

ناهيك عن تفعيل وتحيين البطايق الوطنية لإحصاء تجار الجملة الحقيقيين، وذلك لمكافحة والتصدي لظاهرة التهريب، طبقا لما عاينته البعثة الاستعلامية. وكذا استعدادات الوكالة الوطنية للأمن الغذائي، ووضع مسؤولية ضبط السوق تحت إشرافها، مع إسناد الدواوين المكلفة بتأطير السوق تحت وصاية هذه الوكالة. لكونها يعتمد عليها في عمليات ضبط السوق.

عن نقص تزويد المديرية التابعة لوزارة التجارة بالوسائل والإمكانات اللازمة لأداء مهامها الرقابية.

واتهم التقرير من أسماهم "بعض المنتجين"، الذين رفخوا الزيادة في كميات الإنتاج، بحجة عدم صب قيمة التعويضات - هارق السعر بين الإنتاج وسعر البيع المقتن - وكمثال على ذلك، مصنع الزيت المتواجد بولاية أم بواقي، الذي صرح أنه لم يتقاضى مستحقته منذ شهر جانفي 2021.

وأضاف التقرير، أن تسريح أحد المنتجين بعدم وجود مخزون على مستوى مخازن المصنع والتأكيد على أن الإنتاج اليومي يوجه مباشرة إلى نقاط البيع، لكن عند عملية المعاينة بتاريخ 11 جانفي الماضي، تم العثور على مخزون من المنتج يعود تاريخ إنتاجه إلى 31 ديسمبر 2021.

تلاعب في التوطن البنكي

إلى جانب ذلك، أكد قوادري أنه من الحقائق التي وقفوا عليها هي "نعم المنتجين حسب الكميات المصرح بها في الفواتير لا يعبر عن الواقع، بناء على المعطيات المدونة في السجلات التجارية للموزعين، والتي تعود بصورة غير مباشرة للمنتجين، ناهيك عن نقطة أخرى تتعلق بحساب قيمة الدعم الذي يكون على أساس قيمة العملة الموطنة المصرح بها بالدولار يوم الشراء.

قالت أنها ستدعم القدرة الشرائية للمواطن والاستهلاك والمؤسسات

أرباب العمل: القرارات الأخيرة للرئيس تبون حكيمة وشجاعة

أكد رئيس الكونغرس الجزائرية لأرباب العمل المواطنين محمد سامي عقلي أمس الثلاثاء أن "الاجراءات الاجتماعية والاقتصادية التي أقرها رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون خلال اجتماع مجلس الوزراء الأخير حكيمة وإيجابية من شأنها دعم القدرة الشرائية للمواطن والاستهلاك والمؤسسات".



٢٠٢

■ وفي تصريح له وأج " أشاد عقلي بالقرارات التي اتخذها رئيس الجمهورية خلال اجتماع مجلس الوزراء المنعقد الأحد الماضي مؤكدا أن هذه "القرارات الحكيمة والشجاعة ستساعد على الحفاظ على القدرة الشرائية وانعاش الآلة الاقتصادية".

في نفس الشأن أشار رئيس الكونغرس إلى أنه "يجب التنويه بهذه القرارات التي تهدف إلى دعم القدرة الشرائية للمواطن وتشجيعها كما أنها " تعكس المسألة المحورية المتعلقة بالتشاور مع الفاعلين الاقتصاديين لإعداد القوانين والنصوص التنظيمية".

وقد أكد عقلي الذي جدد التزام منظمته بدعم اجراءات السلطات العمومية وأن تكون شريكا فعالا على " أهمية التشاور قصد إصدار نصوص تعكس الواقع وتستجيب لانشغالات الفاعلين الاقتصاديين" وأضاف يقول " جاء تدخل رئيس الجمهورية في الوقت المناسب سيما وأنتا نشهد تدهورا في القدرة الشرائية للمستهلك وعليه فقد جاء تحرك رئيس الدولة فعلا كرب أسرة" معربا عن أمله في " تجسيد هذه القرارات على أرض الواقع".

من جهة أخرى أشاد رئيس الكونغرس الجزائرية بالقرارات المتعلقة بالوقف النهائي لاستيراد النفايات الحديدية وبعث الصناعة الكهربائية

وأضاف قائلا " إذا أردنا دعم الرقمنة فيجب أن تكون جميع المنتجات المتعلقة بهذه القطاعات في المتناول. لهذا نعتقد أنه من الضروري إعادة النظر في النظام بأكمله من أجل الانتقال إلى مرحلة أخرى من دعم المؤسسة الناشطة في هذه المجالات". ويرى عقلي الذي أعرب عن قناعته ب "التأثير المباشر" لهذه الاجراءات على التوظيف وأداة الانتاج أن " هذه الاجراءات ستعكس حقا إرادة الدولة والسلطات العليا في البلاد في المراهنة على الرقمنة والاستفادة بشكل أسهل من الوسائل التكنولوجية".

والغاء الضرائب والرسوم على التجارة الالكترونية والهواتف المحمولة ووسائل الإعلام الألي الموجهة للاستعمال الفردي والمؤسسات الناشئة. واستطرد قائلا " سيكون للقرارات المتخذة في مجال وسائل الاعلام الألي والهاتف النقال والتجارة الالكترونية تأثيرا مباشرا على المواطن والمؤسسات علما أن الاعفاء الضريبي لهذه العمليات سيعزز قطاعي الرقمنة والتجارة الالكترونية " داعيا على توسيع هذه الاجراءات لتشمل قطاعات اقتصادية أخرى".

الغرفة الوطنية للموثقين | إشادة بقرارات الرئيس تبون بتجميد الضرائب والرسوم

ثمنت الغرفة الوطنية للموثقين، أمس، القرارات الأخيرة لرئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، الرامية إلى الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن عن طريق تجميد الضرائب والرسوم على بعض المواد الغذائية واسعة الاستهلاك.

و جاء في بيان للغرفة، "إن الغرفة الوطنية للموثقين تسجل بارتياح جملة القرارات التي اتخذها السيد عبد المجيد تبون، رئيس الجمهورية، إثر انعقاد مجلس الوزراء والتي تدخل ضمن التدابير الجريئة قصد الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن

عن طريق تجميد كل الضرائب والرسوم الواردة في قانون المالية لسنة 2022 إلى إشعار آخر". وأضاف المصدر، أن الغرفة الوطنية للموثقين "تتمن كل هذه القرارات التي اتخذها رئيس الجمهورية، وتعتبرها وصفاً منحت لكل الجزائريين حمايتهم وضمن العيش الكريم لهم ضمن استقرار الوضع الاجتماعي للبلاد".

وأكدت الغرفة الوطنية باسم كل الموثقين الجزائريين عن "تجندها من أجل بناء الجزائر الجديدة".

ت.س



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger
البنية التحتية للخدمات المالية - الجزائر
© MINISTERE DES FINANCES